

CONSULAT GÉNÉRAL DE SUISSE



~~CONSULAT DE SUISSE~~
EN ALGÉRIE

ALGER, le 28 janvier 1960

27, Bld Carnot
Téléphone 339-02 et 383-12
Chèques postaux N° 53-89

Réf.: T. 12.1.- V/mb

CONFIDENTIEL

A l'Ambassade de Suisse

P a r i s

Monsieur l'Ambassadeur,

Au moment où je rédige ces lignes - sans savoir quand elles pourront vous être expédiées, vu l'état encore précaire des communications postales -, l'état de siège décrété dimanche soir par le Général Challe se transforme en quelque chose qui rappelle certaines "kermesses" de mai 1958, avec moins de gaieté.

Installés plutôt confortablement dans leur "camp retranché" du centre de la ville, derrière des barricades où flottent des drapeaux français marqués parfois de la "croix celtique" du Front national, abondamment ravitaillés et armés, munis en suffisance de munitions et d'explosifs, les insurgés accueillent, au son de marches militaires entrecoupées de communiqués ou d'allocutions enflammées, des milliers d'Européens qui viennent leur manifester une chaleureuse sympathie et s'attardent pendant des heures auprès d'eux. De longues files de voitures, dont les klaxons scandent souvent et bruyamment "Algérie française", montent et redescendent les artères qui restent accessibles dans les environs, l'application des règles habituelles de circulation étant entièrement suspendue. Les parachutistes aux bérets verts, rouges ou noirs, laissent de plus en plus toute liberté à la foule et aux troupes du réduit algérois. Les Unités territoriales, qui paraissent former la majeure partie de celles-ci, ont d'ailleurs installé leur poste de commandement à la mairie que vous connaissez, sur le boulevard même où est installé le Consulat général, et y jouissent de l'appui moral et matériel des édiles. Fenêtres et balcons pavoisent sans qu'Alger soit redevenue encore la cité "tricolore" de mai 1958.

La grève commencée partiellement le samedi 23, puis déclarée "illimitée", est devenue très générale le 25, des jeunes gens ou des territoriaux en uniforme faisant respecter la consigne. Ensuite elle s'est assouplie. Le ravitaillement se fait



à peu près normalement mais le prix des marchandises a subi une brusque et forte hausse; les pharmacies sont accessibles, les banques s'entr'ouvrent quelques heures par jour; les transports extérieurs recommencent à fonctionner, quelques avions ayant toujours maintenu certaines liaisons.

Les communications téléphoniques et télégraphiques sont redevenues libres, non sans subir des délais plus ou moins longs. Le courrier semble s'empiler dans les bureaux de poste, le tri ne s'effectuant guère, en raison de la grève du personnel; néanmoins nous avons trouvé ces jours quelques lettres et journaux dans notre boîte postale. La presse locale a été fortement censurée, le contrôle supprimant les précisions de caractère militaire et tronquant souvent le texte de déclarations ou communiqués des insurgés ou des milieux qui les appuient (plusieurs députés d'Algérie notamment). La radio d'Alger, qui n'a passé pendant quelques jours que d'assez maigres nouvelles - les reporters de l'extérieur ayant été écartés du micro -, tend à redevenir plus loquace, en faveur des insurgés, qui émettent aussi maintenant sur ondes courtes. Aucun journal ne paraît être arrivé de la France métropolitaine ou d'un pays étranger depuis le 23.

Le Délégué Général et le Général Challe ont lancé plusieurs appels à la population et aux insurgés depuis dimanche 24, sans résultats apparents; l'autorité des deux hommes paraît, en fait, quasi nulle à Alger. Le pouvoir réel repose, d'une part, dans les mains des principaux chefs de l'insurrection, le Député Lagaille, très populaire dans le monde étudiant, Sapin-Lignière, chef des territoriaux, et Ortiz, meneur des "Croix celtiques". D'autre part, il est détenu par les chefs militaires chargés du maintien de l'ordre, sous le commandement du Général Gracieux. Lagaille serait surtout responsable de l'armement, Ortiz de la propagande. Des meneurs comme Susini (étudiants) et Martel (la section Algérie-Sahara du M.P. 13 s'est dissoute) sont à la remorque des "Grands"; d'autres, comme Lefèvre (corporatistes) ou Armould (anciens combattants), se bornent, apparemment, à un soutien formel.

Sans le moindre doute, la grande majorité des Européens d'Alger s'est vite ralliée au mouvement insurrectionnel. Tout au plus fait-on des réserves sur la personnalité de Lagaille et d'Ortiz, dont la réputation est loin d'être sans tache. Le président Bidault aurait peut-être mieux fait l'affaire! Les députés autres que Lagaille, les Vinciguerra, Marçais, Lauriol, Kaouah, etc. n'ont pas "le poids", pour le moment du moins, quelque bruyant que soit le soutien qu'ils aient voulu apporter aux insurgés.

Qui plus est, le mouvement d'Alger a gagné non seulement l'Algérois, avec la Mitidja, Blida, Médéa, mais aussi Oran, Mostaganem, Orléansville, Bône, Philippeville et bien d'autres lieux - sans peut-être que l'élan soit aussi vif à l'ouest et, surtout, à

l'est du territoire.

On s'efforce, enfin, de pousser les musulmans à une nouvelle fraternisation. Ceux-ci céderont sûrement à cette pression s'ils sentent que les insurgés sont les plus forts. Infiniment rares ont été cependant ceux qui furent dès les premiers jours dans la mêlée aux côtés des gens de Lagailarde et d'Ortiz. Mais aujourd'hui on revoit des bandes de musulmans groupés derrière des banderoles portant "Vive Massu", encadrés par quelques Européens, marchant résignés vers les barricades, où ils sont reçus par de sonores acclamations.

* * *

Comment en est-on arrivé là? Ceux qui avec vous ont bien voulu lire mes précédents exposés l'ont compris, je le présume:

Organisation méthodique d'une puissante milice de territoriaux et d'hommes à poigne, à peine contrecarrée, sinon favorisée, dans ses progrès par l'Armée, que l'on renvoyait à la lutte contre le F.L.N. dès qu'elle faisait mine de s'intéresser aux préparatifs.

"Mise en condition" minutieuse de l'opinion, notamment avec l'aide d'une partie de la presse, qui faisait large place aux communiqués de plus en plus violents des "mouvements nationaux", des divers syndicats de défense, etc., prenant vivement à partie parfois le Gouvernement, comme M. de Sérigny dans "L'Echo d'Alger".

Exploitation systématique des récents attentats commis à Alger ou dans l'Algérois - alors qu'ailleurs le terrorisme était en régression, selon ce qu'assuraient les milieux officieux du moins. Il ne faut pas exclure entièrement l'hypothèse que l'un ou l'autre de ces attentats ait été provoqué par des contre-terroristes...

Le 22, la presse se faisait encore l'écho sonore des propos tenus à une assemblée des syndicats de défense rurale de la région algéroise et de la motion votée par ceux-ci pour exiger du gouvernement qu'il cesse ses sanctions ou brimades contre les responsables du maintien de l'ordre, toute nouvelle mesure de ce genre devant provoquer "une réaction populaire difficilement contenable".

Pour porter l'exaspération populaire réelle à son paroxysme intervenaient l'interdiction faite à M. Bidault de venir en Algérie

et, bien plus encore, la mesure privant le Général Massu de son commandement à Alger.

"Si traquenard il y a eu, qui l'a tendu?" se demandait le dernier numéro de "Dimanche Matin" (Alger). C'est, en effet, une question que l'on doit se poser - et vous savez que je me l'étais posée. Elle a préoccupé mon collègue allemand, qui en est arrivé à supposer que le journaliste Kempiski a été inconsciemment le jouet d'une machination. Rien ne me permet de résoudre l'énigme. Mais l'affaire est venue à point pour créer les conditions nécessaires à une insurrection que l'on cherchait visiblement et que l'on annonçait prochaine.

Dans l'après-midi du 23, des jeunes gens, au nombre de plusieurs centaines, tentaient une première manifestation au centre de la ville, pendant que quelques voitures privées tournaient longuement dans les rues du voisinage en klaxonnant: "Algérie française" pour créer de l'agitation. Vers neuf heures du soir les services d'ordre mettaient fin sans grande difficulté à cette escarmouche.

La nuit fut calme. Vers huit heures du matin, le lendemain dimanche, une voiture parcourait le centre de la ville - et d'autres parties je crois - invitant la population, sans paraître provoquer aucune réaction de la police, à venir en masse pour neuf heures et demie au plateau des Glières, où allaient affluer, annonçait-on, derrière les territoriaux, des délégations des faubourgs et de l'intérieur. En fait, avec un bon retard, le lieu de rendez-vous et les environs se remplirent d'une foule de plus en plus dense (de 10.000 à 30.000 personnes, a dit la presse) et de plus en plus mordante; de nombreux territoriaux, ostensiblement armés, en formaient le noyau. Les barrages établis pour empêcher les bandes venues de l'extérieur s'étaient avérés à peu près inefficaces, grâce en partie, je crois, à la tolérance des "forces de l'ordre". Une tentative d'assaut en direction du Forum fut abandonnée. D'importantes forces armées, police, C.R.S., gendarmerie, gardes mobiles, militaires parachutistes et autres veillaient au grain.

Après une accalmie coïncidant avec l'heure du déjeuner, l'agitation reprenait de plus belle. Les rumeurs les plus extraordinaires circulaient: arrivée de Fehrat Abbas à Paris, attentat contre de Gaulle, prise de la préfecture d'Oran, etc. En fin d'après-midi on se mit à construire des barricades, ce qui était moins dangereux évidemment que de s'attaquer de front à l'immeuble de la Délégation Générale, beaucoup mieux défendu qu'en mai 1958. Les gardes mobiles voulurent y mettre ordre. Des coups de feu partirent et ce fut la tragédie que vous savez. Qui a tiré le premier? Question toujours posée dans de tels cas, problème rarement résolu. Ici,

on se dit persuadé que les gardes mobiles ont commencé après avoir usé de grenades lacrymogènes. Le Général Challe, un porte-parole du Gouvernement ont dit le contraire. Une hypothèse intermédiaire est que les gardes mobiles ont tiré à blanc d'abord; se croyant attaqués les manifestants ripostèrent. Les morts ont été plus nombreux, quoi qu'il en soit, du côté des forces de l'ordre, qui avaient, il faut le dire, montré une très grande patience.

L'ordre de cesser le feu fut donné par le Délégué Général et le Général Challe comme l'émeute menaçait de se transformer en bataille de rues. Solution généreuse sans doute de la part des chefs responsables, dont ils n'ont eu aucune gratitude. Il eût peut-être encore été possible, en effet, de réduire l'insurrection, à cette heure. En renonçant à l'usage de la force, les responsables supérieurs de l'Algérie laissaient aux insurgés un terrain dans lequel, sans tarder, ils s'installaient au nombre de plusieurs milliers, avec une farouche détermination. Les "paras" venaient monter une garde d'abord assez stricte autour des barricades, puis sympathisaient de plus en plus avec les insurgés, se bornant à assurer l'ordre en dehors du camp retranché, tout en laissant la population accourir, après une nuit d'inquiétude, se ressouder aux éléments de choc qui, en somme, avaient gagné la première manche et célébraient le succès acquis aux cris de "Massu au pouvoir", "Algérie française", "de Gaulle au poteau", et en brandissant des hampe sommées de croix celtiques.

* * *

En rédigeant cet exposé, j'ai été interrompu par les discours émouvants du Délégué Général et du Général Challe, annonçant leur départ d'Alger pour un "poste de commandement" situé ailleurs en Algérie, laissant en somme Alger aux "paras" et aux insurgés. Solution qui donne peut-être à Alger la possibilité de retrouver un calme momentané, mais ne résoud, loin de là, le fond du problème.

J'en reste là pour aujourd'hui et je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Consul général de Suisse:

H. Voinet

P.S. Habitant un hôtel du plein centre de la ville, j'ai été le témoin visuel des événements le samedi 23, le dimanche 24 jusqu'à midi, la nuit du 24 au 25, et les journées suivantes. ✓

Copie en 2 exemplaires à la Division des affaires politiques du D.P.F. Berne.